

Depuis le début de la guerre impérialiste menée par Vladimir Poutine en Ukraine, Contretemps publie des contributions reflétant des positions diverses au sein de la gauche internationale, qui ne reflètent pas nécessairement les analyses des membres de notre revue mais permettent d'avoir accès aux débats qui se mènent dans de nombreux pays. Dans cet article, Alan Thornett, ancien syndicaliste dans l'automobile et militant écosocialiste, insiste sur la nécessité de lier mouvement contre la guerre et pour la justice climatique, en insistant sur les dimensions énergétiques de la situation et les réponses à y apporter.

*

L'invasion impitoyable de l'Ukraine par Poutine – qui constitue sa prochaine étape dans la restauration de l'empire russe – a été bloquée par la remarquable résistance populaire qui s'est dressée contre elle. La ville portuaire de Mariupol, au sud du pays, a été aplatie par l'artillerie russe et fait face à une catastrophe humanitaire, mais elle a refusé de se rendre. D'autre part, les envahisseurs ont été repoussés sur plusieurs fronts.

La résistance ukrainienne s'est largement appuyée sur les sanctions économiques occidentales et sur l'aide militaire occidentale, notamment les missiles antichars et sol-air lancés à la main, sans lesquels la guerre éclair de Poutine aurait pu être impossible à arrêter. Les sanctions économiques n'ont pas seulement mis Poutine sous pression dans son pays, elles ont aussi donné à la population la confiance nécessaire pour résister à une force aussi écrasante.

Comme les Russes ont rencontré une résistance beaucoup plus forte que prévu, ils ont eu recours à des bombardements de plus en plus aveugles de la population civile, avec des missiles à longue portée lancés depuis des navires en mer Noire et depuis la Russie elle-même. Le résultat a été une escalade rapide du nombre de victimes civiles. Poutine dispose de milliers d'avions et de missiles, bien sûr, et pourrait rayer l'Ukraine de la carte. Mais la question de savoir si cela serait politiquement viable (ou s'il pourrait y survivre en Russie) est une autre question.

La Russie est désormais une kleptocratie brutale, avec Poutine comme nouveau Staline. Les manifestants anti-guerre risquent jusqu'à 16 ans de prison et les politiciens de l'opposition qui s'opposent à la guerre sont poussés à l'exil. Dix millions de personnes, soit un quart de la population, sont déplacées à l'intérieur du pays et près de cinq millions sont déjà réfugiées à l'étranger. Plusieurs milliers de personnes, principalement des civils, sont morts. Les pays de l'UE, et c'est tout à leur honneur, ont ouvert leurs frontières, suspendu leurs exigences en matière de visa et accueilli des millions de personnes. Le contraste est saisissant avec le misérable gouvernement « Little Englander » de Boris Johnson, qui tourne en rond dans une tentative (très réussie) de donner refuge au plus petit nombre de personnes possible.

Une faille béante

Aussi importantes qu'elles aient été, les sanctions comportaient toutefois une faille béante. Il s'agit de l'absence d'interdiction des exportations russes de pétrole et de gaz, qui représentent 60 % du total des exportations russes. En conséquence, la hausse rapide des prix du pétrole et du gaz (et donc des bénéfices) a vu l'argent affluer dans les coffres de Poutine à un rythme sans cesse croissant et donc directement dans sa machine de guerre –

L'année dernière, la Russie a exporté pour 173 milliards de dollars de pétrole et de gaz. Depuis l'invasion, la valeur de ces combustibles a fortement augmenté, le pétrole atteignant actuellement 110 dollars le baril. La Russie est le troisième producteur mondial de pétrole, derrière les États-Unis et l'Arabie saoudite, et le premier exportateur mondial de pétrole brut. Elle possède également, et de loin, les plus grandes réserves de gaz naturel au monde. Elle fournit actuellement 40 % des besoins de l'Europe en gaz naturel et 41 % des besoins mondiaux.

Cette faille est toutefois en passe d'être comblée. Après les appels du président ukrainien Volodymyr Zelensky, et le refus des dockers d'Ellesmere Port, du Kent au Royaume-Uni et des Pays-Bas, de décharger du pétrole russe, M. Biden a annoncé que les sanctions américaines couvriraient désormais toutes les importations de pétrole, de gaz et de charbon russes – après une période d'ajustement de 45 jours – et il a exhorté les pays européens, en particulier, à faire de même. Il s'agit d'un durcissement crucial des sanctions, qui frappe Poutine à son point le plus vulnérable, et qui doit être fortement soutenu.

Le soutien des gouvernements européens à l'initiative de M. Biden est toutefois moins enthousiaste. L'Union européenne a accepté de réduire de deux tiers sa dépendance à l'égard du pétrole et du gaz russes d'ici la fin de l'année et de la supprimer d'ici 2030. L'Allemagne, qui est le plus gros consommateur de pétrole et de gaz russes, a déclaré qu'elle allait accélérer ses projets visant à trouver des sources d'énergie alternatives, notamment des énergies renouvelables. Boris Johnson a tenu des propos similaires, bien que leur signification soit différente...

Un tel resserrement reste important et pourrait être crucial. Une zone d'exclusion aérienne étant exclue, le boycott économique, incluant ainsi le pétrole et le gaz, ainsi que la fourniture d'armes, pourrait bien être le facteur décisif de l'issue de la guerre.

Appel des défenseurs ukrainiens du climat

L'importance du boycott des exportations de pétrole et de gaz russes est exprimée haut et fort dans la récente (et remarquable) déclaration sur la guerre de 12 campagnes ukrainiennes pour le climat, intitulée « End fossil fuel addiction that feeds Putin's war machine ». Il s'agit d'un appel direct à tous les utilisateurs de pétrole et de gaz russes pour qu'ils cessent de financer la machine de guerre de Poutine :

« Le régime de Vladimir Poutine est clairement et uniquement l'agresseur dans cette guerre illégale et porte l'entière responsabilité des atrocités commises par sa machine de guerre. Il est tout aussi clair que cette machine de guerre a été financée, nourrie et alimentée par les industries du charbon, du pétrole et du gaz qui sont à l'origine de l'invasion qui menace l'Ukraine et de la crise climatique qui menace l'avenir de l'humanité. Et la dépendance du monde aux combustibles fossiles finance à son tour le bellicisme de Poutine, mettant en danger non seulement l'Ukraine, mais aussi l'Europe elle-même. Poutine a délibérément utilisé le gaz fossile comme arme pour accroître sa domination énergétique sur l'Union européenne et menacer les nations européennes qui

Nous demandons également aux gouvernements des pays non européens de rejeter et d'interdire toute importation de combustibles fossiles en provenance de Russie et d'éliminer rapidement tous les combustibles fossiles... Les sources de revenus de Poutine doivent être asséchées dès que possible – cela implique également de s'attaquer aux investissements directs et indirects dans les infrastructures de combustibles fossiles en Russie. »

Également à la croisée des chemins : la vie humaine sur Terre

La guerre de Poutine intervient à un moment charnière d'une autre crise (parallèle) – qui est l'urgence climatique. Celle-ci menace également de pousser la vie humaine sur la planète dans ses derniers retranchements via le réchauffement et le changement climatique.

C'est ce qui ressort très clairement du sixième rapport d'évaluation du GIEC sur le changement climatique, publié en janvier de cette année. En d'autres termes, l'invasion russe en Ukraine et la nécessité de sauver la planète d'un changement climatique catastrophique sont désormais indissociables. Ils sont unis par la militarisation de l'industrie des hydrocarbures par Poutine, qui en fait la base matérielle de sa campagne de guerre.

Cette guerre menace non seulement de faire dérailler les fragiles progrès réalisés en matière de réduction des émissions de carbone lors des COP de Paris et de Glasgow, mais aussi de perturber la COP27 qui se tiendra à Sharm el-Sheikh, en Égypte, en novembre de cette année, avant même qu'elle ne commence – avec des conséquences potentiellement désastreuses pour la planète.

Un méga-carrefour

Nous nous trouvons donc – ainsi que notre espèce – à un méga carrefour quant à l'avenir de la vie sur la planète, et au début de ce qui est déjà la décennie cruciale si nous voulons éviter le chaos climatique et la destruction écologique. Deux options s'opposent.

La première – dont la droite s'est emparée avec délectation – consiste à ignorer la crise climatique, à renoncer aux objectifs de réduction des émissions de carbone fixés à Paris et à Glasgow, et à se rendre tête baissée devant l'OPEP et l'Arabie saoudite pour les supplier d'augmenter leur production. Boris Johnson, qui s'est présenté comme un écologiste à Glasgow, est déjà passé par là, rampant devant le prince héritier Mohammed Bin Salman d'Arabie saoudite – qui vient de battre un record en exécutant publiquement 81 personnes en une seule journée.

En fait, les députés conservateurs de la droite dure ont lancé une attaque féroce contre les énergies renouvelables et en faveur d'une ruée grotesque vers des sources de combustibles fossiles toujours plus sanguinaires. Ils veulent que le charbon et l'énergie

**Mettre fin à la dépendance aux combustibles fossiles pour
soutenir la résistance ukrainienne**

<https://www.contretemps.eu> redaction

nucléaire ne soient plus stigmatisés. Ils veulent multiplier les nouvelles centrales nucléaires à côté de nouveaux gisements de pétrole, de gaz et de charbon. Ils veulent des investissements nouveaux et croissants dans les énergies extrêmes telles que la fracturation hydraulique et l'extraction de sable bitumineux. Nigel Farage a organisé des rassemblements dans le monde entier pour promouvoir cette « solution ». Il est difficile d'imaginer une proposition plus grotesque.

Selon le *Guardian* du 26 février, l'*American Petroleum Institute*, qui représente les géants du pétrole et du gaz, dont Exxon, Chevron et Shell, a demandé à Biden d'autoriser une expansion majeure des forages pour ces carburants et d'abolir les réglementations qui empêchent la construction de nouveaux gazoducs et oléoducs afin de réduire le coût des carburants pour les Américains et de soutenir les pays européens qui ont vu le coût du gaz monter en flèche en raison des inquiétudes concernant l'approvisionnement en provenance de Russie, qui fournit à l'Europe environ un tiers de son gaz. En fait, Shell Oil a déjà annoncé qu'elle revoyait sa décision, prise au lendemain de la COP26, de se retirer du projet de nouveau champ pétrolifère de Cambo, à l'ouest des Shetlands.

Un tel retour aux combustibles fossiles pourrait faire reculer de 10 ans la lutte contre le changement climatique. 10 ans que nous n'avons pas.

Un changement massif et rapide

L'autre alternative – dont nous devrions nous saisir avec bien plus d'enthousiasme – est une rupture rapide et globale avec les combustibles fossiles, parallèlement à l'introduction rapide des énergies renouvelables à l'échelle mondiale. C'est ce que réclament les Nations unies, le mouvement pour le climat et la gauche. Elle permettrait non seulement de lutter contre le changement climatique, mais aussi de briser l'emprise des gangsters et des cartels qui contrôlent l'industrie et de réduire les risques de guerres et de conflits que l'industrie des combustibles fossiles génère.

Aujourd'hui, 50 % des réserves pétrolières sont entre les mains de régimes de droite réactionnaires et instables, capables de rançonner le monde comme le fait actuellement Poutine : Arabie saoudite, Iran, Irak, Koweït, Émirats arabes unis, Libye et, bien sûr, la Russie.

Les exportations russes de pétrole et de gaz vers l'Europe sont acheminées par l'un des plus grands réseaux d'oléoducs et de gazoducs du monde. Il s'agit notamment du gazoduc Yamal-Europe, qui traverse le Belarus et la Pologne pour arriver en Allemagne, et du gazoduc Nord Stream 1, qui va directement en Allemagne via l'Ukraine. Le gazoduc Nord Stream 2, en cours de construction, que l'Allemagne a actuellement suspendu, doublerait la capacité totale du système Nord Stream, qui passerait de 55 milliards de mètres cubes à 110 milliards de mètres cubes par an. Il appartient à la société énergétique publique russe Gazprom.

Le pays qui s'est enlisé de la manière la plus désastreuse dans ce cauchemar est l'Allemagne, sous l'héritage d'Angela Merkel. Elle a amené l'Allemagne à un niveau de dépendance vis-à-vis du pétrole et du gaz russes, qui s'est maintenant effondré.

Les organisations ukrainiennes de défense du climat citées plus haut s'expriment en ces termes :

« Il est impératif que le monde ne se contente pas de remplacer les combustibles fossiles produits en Russie (en particulier le gaz fossile) par des combustibles fossiles provenant d'autres pays (en particulier le gaz naturel liquéfié). Avec une priorité émergente de boycott du pétrole et du gaz russes, l'expansion des combustibles fossiles doit être immédiatement stoppée, et les nations du monde entier doivent s'engager dans une transition rapide et juste vers l'abandon de tous les combustibles fossiles. La dépendance à l'égard du charbon, du pétrole et du gaz est l'acceptation intentionnelle de la mort, de la misère et de l'effondrement à l'échelle mondiale. Il est de notre devoir d'être enfin réaliste à ce sujet si nous voulons avoir un avenir vivable ! »

Oui, cela nécessiterait en effet un changement massif et rapide, d'autant plus qu'il ne nous reste plus que huit ans pour empêcher les températures mondiales de dépasser 1,5°C. Mais c'est possible, à condition d'avoir la détermination, l'état d'esprit et la volonté politique nécessaires pour y parvenir. Un bon exemple est la façon dont les économies britannique et américaine sont passées du temps de paix au temps de guerre au début de la Seconde Guerre mondiale. Des industries entières ont été transformées en l'espace de quelques mois.

Lorsque les États-Unis se sont mobilisés pour la Deuxième Guerre mondiale, 17 millions de nouveaux emplois ont été créés et la production industrielle a augmenté de 96 %. Pendant les quatre années de guerre, les États-Unis ont construit 150 porte-avions, 8 cuirassés, des dizaines de croiseurs, des centaines de destroyers, des centaines de sous-marins, des milliers de péniches de débarquement et plus de 4 000 cargos. Pensez-y.

Il s'agissait d'une réponse à une menace existentielle – ce qui est exactement le genre de menace à laquelle nous sommes confrontés aujourd'hui avec le changement climatique. Il est de loin préférable de le faire maintenant plutôt qu'après une diversion de 10 ans où nous nous retrouvons au même endroit avec un problème encore plus grand devant nous.

Les Tories dénoncent cela comme impossible. L'énergie renouvelable, disent-ils, serait incapable de fournir l'énergie nécessaire à la vitesse à laquelle elle serait requise, et ils prétendent que le pétrole, le gaz et le charbon, soutenus par une grande expansion du nucléaire – toujours après les expériences en Ukraine avec des centrales nucléaires prises dans des actions militaires – sont indispensables. C'est de la foutaise et cela doit être rejeté.

Comme l'a très bien expliqué Caroline Lucas, c'est le contraire qui est vrai. Non seulement les énergies renouvelables offrent une solution à long terme, mais elles sont bien moins chères et bien plus rapides à installer que les centrales nucléaires ou l'exploitation de nouveaux gisements de pétrole ou de gaz. Il faut, selon elle, environ dix ans pour exploiter un nouveau gisement de pétrole ou de gaz ou construire une centrale nucléaire, et ces deux solutions seraient beaucoup plus coûteuses à construire et infiniment plus destructrices pour l'environnement. Cela signifie des changements massifs.

Utiliser l'énergie plus efficacement

Toute transition vers les énergies renouvelables doit bien sûr s'accompagner d'une réduction importante de la consommation d'énergie, tant par les gouvernements que par

les particuliers. Notre impact collectif sur la planète est insoutenable. Il faut donc mettre fin à la société du jetable et aux économies fondées sur la croissance. Aujourd'hui, de grandes quantités de marchandises sont produites, sous l'impulsion de l'industrie publicitaire, et passent de l'usine à la décharge en très peu de temps. L'industrie de la mode, par exemple, est la deuxième industrie la plus polluante de la planète. Elle produit 150 milliards de vêtements par an, soit suffisamment pour fournir vingt nouveaux articles à chaque personne sur la planète. Quatre-vingt pour cent de tous les vêtements sont jetés très rapidement dans des décharges.

Nous devons également assumer la responsabilité personnelle de nos propres empreintes carbone et écologique, c'est-à-dire faire davantage attention à ce que nous mangeons, en particulier la viande, aux moyens de transport que nous choisissons, à la quantité d'énergie que nous gaspillons et à la quantité de déchets que nous produisons. C'est ce que préconise le rapport du GIEC, qui reconnaît que si la responsabilité principale de ce changement est institutionnelle et gouvernementale, la responsabilité personnelle est également importante, en particulier dans les pays riches.

La production et la distribution alimentaires devront également être transformées. L'agriculture industrialisée devra disparaître et l'on consommera beaucoup moins de viande. En Grande-Bretagne, les kilomètres alimentaires ont un impact énorme sur l'environnement. 95 % de nos fruits viennent de l'étranger, et la moitié de nos légumes sont également importés. Alors que seulement 1 % des denrées alimentaires sont transportées par avion, ce mode de transport représente 11 % des émissions de carbone. Depuis 1992, la quantité de nourriture transportée par avion a augmenté de 140 %. Chaque jour, plus de 200 000 acres de forêt tropicale sont détruits pour faire place à la production de viande bovine et de cuir destinée à l'exportation.

L'agriculture contribue aussi massivement aux émissions de gaz à effet de serre, notamment le méthane produit par le bétail, l'oxyde nitreux produit par le sol, les gaz à effet de serre produits par le carburant des machines, la production de grandes quantités d'engrais artificiels et le transport des aliments jusqu'aux lieux de vente. Elle est également responsable d'un ruissellement massif dû à l'utilisation d'engrais minéraux pour produire des cultures arables, tant pour la consommation humaine que pour l'alimentation animale, ce qui accroît les dommages causés à l'environnement au sens large.

Les énergies renouvelables deviennent rapidement moins chères

Cependant, nous ne sommes pas confrontés à cette transition à partir de rien. Selon la *Rapid Transition Alliance*, les énergies renouvelables deviennent moins chères, tandis que les combustibles fossiles sont de plus en plus chers. Selon elle, l'année dernière a été une nouvelle année record pour les énergies renouvelables, même face à la pandémie mondiale de Covid.

Le rédacteur en chef du *Guardian* chargé de l'environnement, Damian Carrington, soulève un point similaire dans un article paru le 31 octobre. L'urgence climatique, affirme-t-il à juste titre, est la plus grande menace à laquelle la civilisation ait jamais été confrontée. Mais il y a une bonne nouvelle : « nous disposons déjà de tous les outils nécessaires pour la combattre ». Le défi, dit-il, n'est pas d'identifier les solutions, mais de les déployer à grande

Selon lui, certains secteurs clés sont déjà en avance, comme les voitures électriques. Elles sont déjà moins chères à l'achat et à l'utilisation dans de nombreux endroits – et lorsque les prix d'achat seront égaux à ceux des véhicules à carburant fossile dans les prochaines années, un point de basculement sera atteint. Selon lui, l'électricité produite à partir de sources renouvelables est désormais la forme d'énergie la moins chère dans la plupart des endroits, parfois même moins chère que de continuer à faire fonctionner les centrales au charbon existantes. L'effondrement du coût des batteries et des autres technologies de stockage est également de bon augure.

En attendant, nous devons combiner la solidarité avec la lutte ukrainienne avec la lutte contre le changement climatique – ce qui signifie, entre autres choses, se mobiliser pour la COP27 à la fin de l'année afin de s'assurer qu'elle survive à l'assaut de la droite.

Publié initialement
sur <https://redgreenlabour.org/2022/03/24/end-the-addiction-to-fossil-fuel-support-the-ukrainian-resistance/>

Traduction *Contretemps*